

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1301 - 28 avril 1988 - 3 F

D 1301 GUATEMALA: OFFENSIVE MILITAIRE AU QUICHÉ

Dans un précédent document (DIAL D 1295) nous présentions la résistance des populations indiennes du nord du pays à passer sous contrôle militaire. Depuis un certain nombre d'années, en effet, l'armée s'applique à la réalisation de l'objectif stratégique qu'est le contrôle de la population civile pour isoler et réduire la guérilla (cf. DIAL D 978 et 1264). C'est pourquoi l'armée a lancé en 1987 l'opération "Fin d'année" qui se poursuit encore en avril 1988. La magistrale redistribution des terres par l'armée, au mépris des droits de propriété acquis par des paysans indiens, a provoqué le 21 mars 1988 une vigoureuse prise de position des évêques du Guatemala que nous publierons prochainement. Aujourd'hui nous donnons un aperçu du problème dans le nord du Quiché, dans la rédaction du groupe "Eglise guatémaltèque en exil" du 1er mars 1988.

Note DIAL

Aujourd'hui 1er mars 1988, voici cent cinquante-huit jours que se déroule sans interruption une offensive de l'armée guatémaltèque contre la population civile du nord du département du Quiché.

Ni la désinformation officielle ni les paroles trompeuses du président de la République ne peuvent cacher ce fait qui, pour l'instant, se solde pour des milliers de paysans de ce département par un certain nombre de morts, par la poursuite et le déplacement de populations, par la destruction et la misère.

Annoncée par le général Gramajo peu de jours après la signature des accords d'Esquipulas II, l'offensive militaire appelée "Fin d'année" s'est surtout centrée sur les secteurs géographiques de Sumal Grande, Amajchel et El Putul de la zone Ixil, ainsi que sur les terres des coopératives de Mayaland, Resurrección, Xalbal, Cuarto Pueblo et Los Angeles de la zone de l'Ixcán Grande. Ces zones sont habitées par des milliers de paysans, réfugiés de l'intérieur, survivants des massacres perpétrés par l'armée en 1982-1983.

En plus de la désarticulation de la guérilla, l'offensive actuelle a pour objectif prioritaire la capture ou l'anéantissement de la population civile paysanne restant hors du contrôle de l'armée. "Cette offensive a deux objectifs principaux: d'une part récupérer la population (...), et d'autre part reprendre le contrôle militaire des villages du secteur de Nebaj pour y installer les Indiens récupérés" (1). "Nous avons réussi à récupérer 1.354 déplacés (...) Mais nous estimons qu'il en reste encore environ 6.000 dans les montagnes" (2).

Suite à l'échec de la campagne militaire dans les derniers mois de 1987, l'armée guatémaltèque a décidé de poursuivre en 1988 les programmes de terre brûlée et de

(1) Revue "Crónica Semanal", 1ère année, n° 9, Guatemala, 21 au 27 janvier 1988.

(2) Ibid., déclarations du directeur des affaires civiles de l'armée à Nebaj, Quiché.

prendre d'autres mesures telles que la confiscation des terres coopératives de l'Ixcán pour les faire réoccuper par des paysans sous le contrôle et la direction de l'armée.

En fin 1987, l'Institut national de transformation agraire (INTA) a essayé de nationaliser les terres coopératives de l'Ixcán en les prenant à leurs légitimes propriétaires (qui s'étaient réfugiés plus loin ou même au Mexique) pour les affecter à de nouveaux colons. Suite à l'opposition du diocèse de Huehuetenango, possesseur des titres de propriété des terres coopératives, l'INTA n'a pas réussi à les coloniser.

Pour parvenir à prendre ces terres, le pas suivant a consisté à favoriser de nouvelles directions à la tête des coopératives pour qu'elles remettent les parcelles à de nouveaux paysans ou forcent les paysans réfugiés au Mexique à revenir et à se mettre sous le contrôle de l'armée. Dernièrement la Commission spéciale d'attention aux réfugiés (CEAR) annonçait: *"Cinq des plus importantes coopératives de la zone de l'Ixcán, qui avaient éclaté sous l'effet de la violence, vont prochainement se remettre à fonctionner (...). Ces unités agricoles qui avaient cessé leurs activités au milieu de 1987 vont reprendre leur place dans la vie productive du pays grâce à la CEAR, au Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés et à Caritas du diocèse"* (3).

Cette action a fait que les réfugiés guatémaltèques au Mexique ont écrit au président du Guatemala: *"Nous avons appris qu'on est en train de redistribuer les propriétés - la terre - de certains des réfugiés. Nous savons que nos terres de l'Ixcán, du Petén et de Nentón sont attribuées à d'autres paysans. C'est pour ça que nous vous faisons savoir que nous ne sommes pas d'accord qu'on nous prenne nos terres car elles nous ont coûté de la sueur pour les payer et pour les travailler. Nous sommes d'accord que votre gouvernement donne des terres aux paysans qui n'en ont pas, mais pour ça il y a les grandes propriétés des riches. Prendre des terres aux pauvres pour les donner à d'autres pauvres, c'est une injustice et c'est semer la division dans le peuple. Il n'est pas question de transformer les coopératives en organismes sous contrôle de l'armée et de les retourner contre le peuple"* (4).

Le projet de restauration des secteurs actuellement rasés par l'armée sera mené à bien par le ministère de la défense, le Comité de reconstruction nationale, les ministères des communications et du développement, ainsi que par la Commission spéciale d'attention aux réfugiés et l'aide d'organisations non gouvernementales. Tout cela, conformément aux instructions du président Vinicio Cerezo (5).

Ainsi donc, l'offensive continue sans désespérer et on assiste une fois de plus à l'approfondissement et au renforcement du vieux rêve de l'armée guatémaltèque: la "palestinisation" des aires conflictuelles. *"Plusieurs de nos techniciens sont entraînés en Israël. Le modèle de kibboutz et de moshav est très présent dans nos esprits. Personnellement je pense qu'il serait fascinant de pouvoir implanter ce type de systèmes dans nos hautes terres"* (6).

Par la bouche de l'archevêque métropolitain, Mgr Próspero Penados, et de l'évêque du Quiché, Mgr Julio Cabrera, l'Eglise catholique du Guatemala a dénoncé l'offensive militaire "Fin d'année" et a exigé du gouvernement guatémaltèque le respect strict des droits de l'homme pour la population civile du nord du Quiché. D'autres instances et organisations tant nationales qu'internationales ont recueilli le cri de dénonciation des communautés du Quiché, en demandant au gouvernement guatémaltèque de mettre fin à l'offensive militaire.

[3] Déclarations de Carmen Rosa de León Escribano, présidente de la CEAR. "Prensa libre" du 23 février 1988, p. 20. [4] Lettre des réfugiés guatémaltèques des Etats mexicains de Campeche et Quintana Roo au président Vinicio Cerezo, 25 janvier 1988. [5] Comparer avec les déclarations du général Hector Gramajo, ministre de la défense, recueillis par le journal "La Hora" du 25 janvier 1988. [6] Déclarations du colonel Eduardo Wohler, directeur des PAC, "Le Monde diplomatique", octobre 1984.

Vinicio Cerezo a répondu à ces dénonciations en déclarant que *"il est faux qu'au Guatemala la population civile soit agressée, et encore plus qu'ait été bombardé un lieu appelé Cuarto Pueblo, car il n'existe pas. Il n'y a dans ce secteur qu'une église incendiée par la guérilla voici quelques années"* (7).

Avec cette déclaration, Vinicio Cerezo s'emploie d'une part à dégager sa responsabilité dans les opérations menées par son armée, et d'autre part à effacer de l'histoire récente du Guatemala des faits de génocide comme le massacre de Cuarto Pueblo effectué par l'armée les 14, 15 et 16 mars 1982, où 350 personnes ont été assassinées, y compris des enfants, des vieux et des femmes.

En tant que responsable suprême des forces armées guatémaltèques, Vinicio Cerezo doit savoir parfaitement que, depuis début octobre 1987, une force spéciale de 800 "kaibiles" avec trois canons à longue portée s'est installée dans les ruines de ce qui a été l'installation de Cuarto Pueblo; et que, depuis lors, les militaires bombardent et mitraillent jour et nuit les parcelles de la coopérative pour tuer les paysans déplacés qui les cultivent depuis cinq ans.

Une fois de plus, pour rompre le silence et la désinformation officielle, Eglise guatémaltèque en exil dénonce la poursuite de l'offensive de l'armée contre la population civile du nord du Quiché, ses programmes de la terre brûlée et la tentative de spoliation des terres coopératives de l'Ixcán.

Nous redisons que ces faits sont en totale contradiction avec l'esprit des accords d'Esquipulas II et constituent un obstacle à l'obtention de la paix au Guatemala.

Nous lançons un appel aux Eglises, à la solidarité internationale et aux gouvernements démocratiques pour qu'ils redoublent d'efforts afin d'obtenir du gouvernement guatémaltèque qu'il cesse son offensive contre la population.

Nous demandons aux organisations de défense des droits de l'homme, à la Commission nationale de réconciliation du Guatemala et à la Commission exécutive d'Esquipulas II que, dans les délais les plus brefs, elles se rendent sur le lieu des faits pour vérifier in situ la situation de la population et pour assurer sa protection.

Cordialement.

Eglise guatémaltèque en exil
le 1er mars 1988

[7] "Prensa libre", 10 février 1988

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)